

ACCÈS AU DROIT

ACTIONS JUSTICE ET JEUNESSE 2026/2027

Cette année encore, le CDAD 38 proposera des actions "Justice et jeunesse" afin de sensibiliser et informer les jeunes du département sur leurs droits et sur la Justice.

ÉVÈNEMENTS

À VENIR

Le jeudi 10 septembre, le CDAD 38 sera présent sur le campus de l'Université Grenoble Alpes à l'occasion de "Start UGA", la rentrée des étudiant(e)s.



Nous serons présents :

à MUSE de 12h - 17h :
Stand du CDAD 38 au "Village"

à MUSE de 13h - 17h :
Escape game "sécurité routière et addictions"

G-ADDICTION
Jeunesse citoyenne



Cet escape game de l'association G-Addiction a déjà reçu deux prix :

- le prix national de l'innovation sécurité routière
- le prix national génération zéro addictions



STAGES : À LA DÉCOUVERTE DE LA JUSTICE

Pour l'année scolaire 2026/2027, le CDAD 38 organisera des sessions de stages de 3ème et de 2nde au palais de justice de Grenoble, afin de faire découvrir le monde de la Justice aux jeunes isérois(e)s.



STAGES DE 3ÈME :

Les stages de 3ème au palais de justice de Grenoble se dérouleront :

- du 12 au 26 octobre 2026
- du 14 au 18 décembre 2026
- du 08 au 12 février 2027

1 élève
1 stage



STAGES DE 2ÈME :

Les stages de 2nde au palais de justice de Grenoble se dérouleront :

- du 14 au 18 juin 2027
- du 21 au 25 juin 2027

1 élève
1 stage



LES COLLÈGES DE L'ACCÈS AU DROIT (CAD)

Dans le cadre du passeport éducdroit, le CDAD 38 proposera, entre autres, le dispositif des collèges de l'accès au droit (CAD).

Cette année, 8 classes du département participeront à ce dispositif.

Le but ? Faire des classes participantes, des classes "référentes accès au droit" au sein de leur collège. Ainsi, elles devront tout au long de l'année favoriser l'accès au droit dans leur établissement.



LE SAVIEZ-VOUS ?

Le Passeport éducdroit est un dispositif d'éducation au droit et à la citoyenneté, élaboré conjointement par le ministère de l'Éducation nationale et le ministère de la Justice.

Ce dispositif vise à rapprocher les élèves du monde de la justice et à favoriser l'exercice de leur citoyenneté en prenant conscience de leurs droits et de leurs obligations juridiques.

